

Bruxelles, le 13 mai 1996

COMMUNIQUE N° 2/96

RAFLES MASSIVES A GITARAMA

Alerte pour une action immédiate

Le Centre de Lutte Contre l'Impunité et l'injustice au Rwanda, profondément choqué, dénonce et condamne la répression aveugle et les multiples rafles répétées et perpétrées par l'armée du Front Patriotique Rwandais sur des populations civiles innocentes.

La dernière arrestation en masse opérée par l'Armée s'est déroulée à Gitarama dans la matinée du 11 mai 1996. En effet, alors que les habitants des localités environnantes de Gitarama, à savoir GAHOGO, MBALI, KABGAYI et GIHUMA se rendaient normalement au marché du samedi, sur la route ils furent pris subitement et arrêtés par l'armée sous prétexte qu'ils ne possèdent pas de pièces d'identité. **Un tri sélectif, visant exclusivement les éléments mâles, fut ensuite opéré.** Le nombre de détenus se chiffrait à plus de **150 personnes**.

Selon les informations à notre disposition, ces personnes furent, dans un premier temps, conduites au stade de Gitarama où elles passèrent la nuit du samedi 11 mai 1996. Dans un deuxième temps, comme un match de football devait avoir lieu sur le terrain dudit stade, ils furent *dirigés et entassés dès dimanche 12 mai 1996 dans le nouveau camp militaire de Kabgayi* aménagé dans l'ancien garage de TRAFIPRO. Il nous revient aussi de signaler que ladite rafle s'est déroulée en l'absence du Commandant de la région militaire Gitarama-Kibuye, le Colonel NDENGEYINKA Balthazar, venu en Belgique témoigner dans l'affaire Colonel Marchal et les Casques Bleus belges tués à Kigali le 7 avril 1994, affaire dont le procès a débuté le 9 mai 1996.

Le Centre s'interroge sur la légalité de telles opérations et reste **préoccupé par la terreur exercée sur de paisibles paysans qui se rendent au marché**. Ceci s'avère d'autant plus inconcevable que le défaut de papiers d'identité dont il leur est reproché, reste sans fondement, les autorités civiles n'ayant pas encore délivré de pièces d'identité dans cette région de Gitarama.

Le Centre s'inquiète aussi du sort injuste et des mauvais traitements subis par des paysans. Il craint que, ne pouvant bénéficier de l'assistance de leurs parents et des organisations humanitaires, *certaines gens entassés dans le camp militaire, ne viennent à disparaître* ou à subir des exactions plus importants.

Le Centre de Lutte Contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda dénonce le comportement répressif injustifié de l'armée et exige la relaxation immédiate de ces villageois.

Fait à Jodoigne, le 13 mai 1996

Pour le Centre,
MATATA Joseph,
Coordinateur.